

E 2300 Paris 45

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

RP¹

Paris, 25 juillet 1892

Les négociations commerciales m'ont trop absorbé dans les derniers temps pour qu'il m'ait été possible de m'occuper beaucoup de politique proprement dite. Je Vous prie donc de m'excuser si je me borne aujourd'hui à Vous rendre simplement compte de quelques entretiens.

D'une façon générale, la politique extérieure est pacifique et personne ne songe à voir la paix troublée cette année. Il n'en est pas moins évident que plusieurs nuages existent. Ce matin, M. Ribot me disait qu'en particulier les *affaires*

1. *Note en tête du document*: 1. A nos légations et à Bruxelles; 2. En circulation; 3. Acc. réception.



du Maroc étaient sérieuses et pouvaient devenir «parfaitement dangereuses». L'Allemagne cherche à jouer au Maroc le jeu qui lui a si bien réussi à Tunis; brouiller la France avec l'Espagne et l'Angleterre en engageant le Cabinet de Paris à poursuivre une politique d'expansion à l'ouest de la province d'Oran aussi bien qu'à l'est de la province de Constantine.² D'autre part, toujours selon M. Ribot, l'Espagne, dans le sentiment de son impuissance, a conclu avec Londres et Rome une sorte de consortium pour agir de concert au Maroc. Enfin, l'Angleterre ne cache plus sa volonté de mettre la main sur Tanger et Lord Salisbury a laissé échapper à ce sujet des propos très significatifs. Sir Evan Smith, qui a terrorisé le malheureux Sultan de Zanzibar jusqu'au protectorat inclusivement, a reçu la mission de continuer à Fez le même genre d'opérations; non seulement il devait s'occuper de questions commerciales, mais il devait obtenir une Banque d'Etat et autres préambules du protectorat. Lord Dufferin, ambassadeur britannique à Paris, a eu soin de venir déclarer à plusieurs reprises à M. Ribot que Sir Evan Smith était un cerveau brûlé qu'on serait forcé de désavouer à Londres; Sir Evan Smith n'en est pas moins le porteur du drapeau de l'Angleterre, qui veut Tanger. «Or la France ne peut pas laisser l'Angleterre s'installer à Tanger en face de Gibraltar; c'est évident comme le soleil. Donc les affaires du Maroc sont graves.»

D'un autre côté, a continué M. Ribot, il y a l'attitude du nouvel ambassadeur d'Italie, M. Ressmann. Il est ultra-aimable, ultra-gallophile, mais de temps à autre il montre la griffe et donne à entendre que cela ne peut pas durer éternellement sur ce pied entre la France et l'Italie; si on veut la guerre à Paris, qu'on la fasse; sinon qu'on finisse ce système d'injures et de piquûres sans profit pour personne et irritantes pour tous. M. Ribot est résolu à ne laisser aucune prise à des récriminations de la part de certaines personnes de l'entourage du Roi et de certaines coteries de la cour; il enverra la flotte à Gènes si le Roi Humbert y va et en général s'arrangera à ne mériter aucun reproche de discourtoisie. Mais, selon le Ministre français des Affaires étrangères, «il y a quelque chose de fort préoccupant dans cette attitude conditionnellement menaçante du représentant du Roi Humbert et l'on se dit ici qu'il faut être prêt à tout prix pour le printemps prochain.»³

Du côté allemand, M. Ribot ne signale rien de bien intéressant sinon les efforts très sérieux de l'Empereur Guillaume II pour se réconcilier avec l'ancien Chancelier. Il lui a fait offrir l'ambassade de Pétersbourg pour son fils Herbert, et pour lui-même, la Résidence du Conseil d'Etat, c'est-à-dire les fonctions qu'a remplies jadis le Kronprinz Frédéric Guillaume (devenu l'Empereur Frédéric III). Le prince Bismarck a refusé et entend redevenir Chancelier.

2. *Pour le point de vue allemand cf. la circulaire de Droz du 15 août 1892: [...] Auf dem Gebiete der auswärtigen Politik werden die Vorgänge in Marokko seitens der hiesigen Regierungskreise mit regem Interesse verfolgt. Man vertritt hier in massgebenden Kreisen die Ansicht, dass die Marokkanische Frage endgültig nur durch einen Europäischen Krieg gelöst werden könne, lebt aber der festen Überzeugung, dass zur Zeit keiner der interessierten Staaten die kolossale Verantwortung auf sich nehmen werde, einen solchen Krieg heraufzubeschwören. In Folge dessen hat sich die deutsche Regierung, weil nicht direkt interessiert, bis jetzt bezüglich Marokkos völlig mit der Rolle des Beobachters begnügt. [...]* (E 2200 Paris 1/262).

3. *Cf. le rapport politique de Lardy à Droz du 7 novembre 1891* (E 2300 Paris 44).

202

5 AOÛT 1892

D'autre part, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Cte Münster, dont j'ai eu la visite de congé il y a trois ou quatre jours, se montre ultra-pacifique, parce que, selon lui, l'amitié franco-russe est en baisse, qu'elle «tourne à la blague» dans les milieux mondains de Paris et qu'elle reste à l'état platonique ou académique au point de vue intergouvernemental. Je ne puis pas dire que je partage ces impressions optimistes.

[...]